



LES ARTICLES LES PLUS PARTAGÉS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

1. Les Français sont accros au découvert bancaire
2. 75 % de l'ivoire vendu en Europe est illégal
3. Devant le Congrès, Macron demande des engagements fermes aux grandes entreprises sur l'emploi
4. Syndicats et patronat invités à renégocier sur l'assurance-chômage
5. La Gare du Nord va tripler de taille en cinq ans

opinions

LE POINT DE VUE

de Michael Bloomberg

Action climatique : les marchés s'engagent

Plus que jamais, les investisseurs considèrent les risques liés aux changements climatiques comme des informations nécessaires à leurs prises de décision. Un groupe de dirigeants venant des secteurs privé et public a travaillé à améliorer la qualité et la granularité des données relatives aux implications économiques du réchauffement climatique.

Vendredi dernier, une coalition internationale de grands fonds souverains a publié un cadre d'analyse pour mesurer l'impact du changement climatique sur leurs investissements. Les recommandations de ce document sont le résultat d'une initiative lancée lors du One Planet Summit 2017 organisé par le président français Emmanuel Macron et visant à aider les fonds à réduire leur exposition aux risques économiques, tout en augmentant leur capacité à profiter des opportunités offertes par le changement climatique. L'effort est donc avant tout motivé par des considérations financières et non environnementales. Une majorité des fonds faisant partie de cette nouvelle coalition proviennent de pays fortement tributaires des énergies fossiles, notamment des Emirats arabes unis, du Koweït, de Norvège, du Royaume d'Arabie saoudite et du Qatar — ainsi que la caisse de retraite de la Nouvelle-Zélande. Le total des actifs gérés par les fonds souverains mondiaux est d'environ 7.500 milliards de dollars. En intégrant les risques et les opportunités climatiques dans leurs stratégies d'investissement, ils apporteront d'importants capitaux aux entreprises et technologies qui contribuent à

réduire les émissions. Cette annonce est donc un premier pas significatif car elle traduit l'implication effective d'acteurs majeurs du monde économique dans la lutte contre le changement climatique. Les marchés sont une force puissante pour lutter contre le réchauffement climatique, mais seulement s'ils sont transparents — et cela nécessite des données pertinentes et des outils d'étude, ce que permettra ce nouveau cadre d'analyse.

Un vif intérêt

Au cours des dernières années, j'ai présidé la Task Force on Climate-related Financial Disclosures, un groupe formé par le président du Financial Stability Board, Mark Carney, pour aider les entreprises à recueillir et communiquer des informations sur les risques

Notre siècle compte déjà dix-sept des dix-huit années les plus chaudes de l'histoire.

auxquels elles sont exposées. L'an dernier, nous avons publié un ensemble de recommandations sur la base du volontariat approuvées par environ 300 entreprises de 40 pays représentant une capitalisation boursière de plus de 7.000 milliards de dollars.

Les données relatives au climat suscitent un vif intérêt et la raison en est simple : les chefs d'entreprise ne peuvent se permettre d'ignorer les risques graves auxquels leurs entreprises sont con-

frontées. Notre siècle compte déjà dix-sept des dix-huit années les plus chaudes de l'histoire, le niveau des océans a monté de plus de 7 centimètres en vingt-cinq ans et ces deux tendances s'amplifient. Les entreprises implantées près de la mer ne peuvent ignorer la montée des eaux et la recrudescence d'événements climatiques extrêmes qui impactent leurs chaînes d'approvisionnement. Un dirigeant d'entreprise suggérant à son conseil d'administration d'ignorer ces risques et d'autres liés au réchauffement climatique serait aujourd'hui immédiatement accusé de négliger son entreprise et de ne pas exercer une diligence raisonnable.

Le ralentissement du changement climatique est un effort d'investissement qui repose en grande partie sur la capacité des marchés à reconnaître et à agir sur les risques encourus et les bénéfices escomptés. Plus les outils dont nous disposons pour mesurer et rendre compte de ces risques et bénéfices seront performants, plus les PDG et investisseurs auront les moyens d'allouer des capitaux, et plus l'économie mondiale sera forte et résiliente. L'activité de marché ne peut pas à elle seule résoudre le problème du changement climatique. Mais elle peut avoir un réel impact et nous commençons à peine à nous en rendre compte.

Michael Bloomberg est le fondateur de Bloomberg LP et Bloomberg Philanthropies, envoyé spécial des Nations unies pour l'action climatique et président de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures.



Les associations PETA et Vegan Impact ont organisé un happening géant, à Paris, pour la Journée mondiale vegan. Photo Simon Lambert/Haytham-RÉA

Le renversement de l'intolérance

LIBRE PROPOS

Par Gaspard Koenig



Au nom de l'égalité entre les individus, les philosophes libéraux n'ont jamais été en reste pour défendre les groupes minoritaires ou opprimés, à des époques où cela n'allait pas de soi. John Stuart Mill, pour ne citer que lui, a rejoint le combat féministe en écrivant avec son épouse « De l'assujettissement des femmes », dénoncé l'esclavage en s'opposant au gouverneur de la Jamaïque, exigé un financement public pour les écoles musulmanes, et prôné la tolérance vis-à-vis des pratiques sexuelles non conformistes. Dans les pays occidentaux, ces causes sont aujourd'hui largement gagnées sur le plan intellectuel et continuent à progresser dans les faits : une étude du Census Bureau a montré que les femmes noires américaines gagnent désormais légèrement davantage que les blanches (à milieu social d'origine équivalent). Comme l'analysait récemment Marcel Gauchet, « l'effet Tocqueville » nous rend insupportables les inégalités au moment même où elles ont entamé leur déclin. Les assemblées homogènes de mâles blancs seront bientôt une curiosité historique ou une spécificité honteuse de certains milieux professionnels. Je me réjouis sans la moindre nostalgie que mes enfants grandissent dans un monde où toutes les identités coexistent et s'entrecroisent dans un respect mutuel.

La victoire sera totale lorsque nous n'aurons même plus besoin de les remarquer ni de les nommer. Mais si John Stuart Mill compte aujourd'hui des successeurs, il est de leur devoir, contre ce qui est devenu une autre forme de censure morale, de dénoncer ces mêmes groupes minoritaires ou opprimés lorsqu'ils adoptent à leur tour des comportements discriminants. C'est une tendance sur laquelle il serait malhonnête de fermer les yeux. Dans les facs où la mode des « safe spaces » fait rage, les étudiants « racisés » se réunissent entre eux (dans une université londonienne, le responsable de la diversité a même lancé le hashtag #killallwhitemen). Dans le cortège de la Marche des Fiertés, on pouvait lire des slogans hostiles à l'hétérosexualité. Les espaces réservés aux femmes se multiplient, comme les bureaux de co-working The Wing aux États-Unis ou l'île SuperShe au large de la côte finlandaise. Et certains végans refusent de manifester aux côtés des flexitariens. Nous assistons à un tragique renversement de l'intolérance, où la lutte pour l'inclusion se mue en désir d'exclu-

sion. Il ne faut pas céder à la rhétorique de la victimisation, où chaque communauté semble se donner des droits à discriminer proportionnels à ses propres souffrances historiques. Interdire aux Blancs d'assister à des réunions politiques ou de défiler dans les manifestations, c'est de la ségrégation. Conspuer les hétérosexuels, c'est de la discrimination. Exclure les hommes, c'est du sexisme. Les différentes instances de lutte contre la discrimination commencent à se saisir légitimement de ces nouvelles formes de haine de l'autre ; saluons au passage la Licra pour se montrer inflexible dans sa dénonciation des réunions « non mixtes ».

Le concept de « devenir-majoritaire » créé par Gilles Deleuze dans « Mille Plateaux » peut nous aider à comprendre ce progressisme dévoyé. Devenir majoritaire, ce n'est pas une affaire de nombre mais d'état d'esprit. « On se reterritorialise, ou on se laisse reterritorialiser sur une minorité comme Etat. » On fait de son code génétique ou de ses goûts une raison d'être sociale, en empruntant les armes qui étaient autrefois celles de la majorité dominante. Nous risquons ainsi de nous acheminer vers une

Il ne faut pas céder à la rhétorique de la victimisation, où chaque communauté semble se donner des droits à discriminer proportionnels à ses propres souffrances historiques.

guerre sans merci des communautés les unes contre les autres, où il faudra prouver ses quartiers de sang de couleuvre ou ses nuances de non-binarisation. « Quand une minorité se crée des modèles, poursuit Deleuze dans un entretien avec Toni Negri, c'est parce qu'elle veut devenir majoritaire. » Rien de plus majoritaire que cette course à la reconnaissance. A l'inverse, pour redescendre de l'appartenance tribale à l'individualité, Deleuze nous invite tous à prendre le chemin du « devenir-minoritaire ». « Seule une minorité peut servir de médium actif au devenir, mais dans des conditions telles qu'elle cesse à son tour d'être un ensemble définissable par rapport à la majorité. » Il nous faut « devenir-femme », « devenir-noir », « devenir-trans », chercher en nous ces voies inconcues pour que la tolérance ne soit plus seulement un vœu pieux, qu'elle s'inscrive dans notre chair. Et combattre, chez nous comme chez les autres, la tentation du devenir-majoritaire.

Gaspard Koenig est philosophe et président du think tank Generation Libre.

LA CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES

par Christian de Boissieu et Jean-Hervé Lorenzi

Multilatéralisme : ce que nous proposons

Comme chaque année, il y eut à la fin des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence une déclaration de l'ensemble des membres du Cercle. Deux mots s'imposent : celui d'« initiative » et celui de « volontaire ». L'un et l'autre soulignent le fait que si l'on veut sauver le multilatéralisme tant attaqué aujourd'hui, et le projet européen, si malmené, il nous faut lancer des initiatives fortes.

Pour cela, il convient de fédérer un ensemble de pays volontaires, ceux qui croient au multilatéralisme, au sein d'une initiative, impulsée par l'Europe, appelée « Alliance multilatérale » (AM) qui aurait pour rôle central de maintenir un dialogue au niveau mondial. Cette initiative aurait un statut clair, un budget, un agenda formalisé, un périmètre d'intervention et évidemment les moyens de son fonctionnement. Elle permettrait de contourner les faiblesses actuelles du G20, tout en associant les pays, du Nord comme du Sud.

Dans le même temps, vu la force de la menace protectionniste, il convient de rendre le fonctionnement de l'OMC plus efficace et plus simple, notamment en ce qui concerne l'Organe de règlement des différends (ORD). Il faut refonder l'OMC, s'assurer de la pleine participation des pays émergents aux initiatives qui pourraient être prises, et sanctuariser les préférences accordées aux Pays les moins avancés à l'occasion de la renégociation du statut des pays en voie de développement.

Pour l'Europe, il faut la reconstruire autour de ses valeurs fondamentales avec ceux qui les partagent tout en con-

servant le socle économique et financier. Concrètement, cela veut dire, à l'échelle européenne comme au plan mondial, avancer avec les pays qui le veulent et le peuvent. Certes, cette démarche pourrait remettre en cause le fonctionnement des organisations actuelles. C'est pourquoi il nous paraît essentiel de consolider les dispositifs financiers et fiscaux existants.

Il faut fédérer les pays qui le veulent en une « Alliance multilatérale. »

Cela veut dire finaliser l'union bancaire, accélérer le calendrier de l'union des marchés de capitaux et faire monter en puissance le Mécanisme européen de stabilité (MES) pour le doter d'une action de réaction, mais aussi de prévention des crises. La création de dispositifs confortant la BCE dans son rôle d'assurance de la liquidité et d'un « actif sûr » européen est également indispensable.

Il faut de plus réformer le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) en améliorant le recueil des données sur les perdants de la mondialisation et en révisant les règles du programme pour augmenter son utilisation et ses capacités d'intervention. Il convient d'améliorer notre politique de la concurrence avec une régulation adaptée qui exclut et sanctionne plus fermement les monopoles. Cela concerne en premier lieu les entreprises du secteur technologique installées

en Europe. Par ailleurs, il faut régler le problème de leur fiscalité, et les taxer, selon la proposition française, en se basant sur leurs profits mondiaux et en les ventilant entre Etats à l'aide d'une clef de répartition non manipulable, à savoir le montant des ventes réalisées dans chaque pays.

Consolider l'Europe

Vu les défis et les drames migratoires, la consolidation de l'Europe passe aujourd'hui aussi par une coopération euro-africaine renforcée et mieux concrétisée. Nous proposons le lancement d'un plan décennal de financement des infrastructures concernant principalement l'eau, l'énergie et la formation, et la création d'une Société de Financement Africaine pour canaliser des flux financiers très importants. Celle-ci pourrait s'appuyer sur des structures existantes comme la BAD. De plus, il est essentiel de donner une période de quinze ans de protection tarifaire et commerciale à l'agriculture africaine de manière à ce qu'elle puisse affronter la concurrence mondiale. Il faut par ailleurs fluidifier et rationaliser les transferts d'épargne des migrants vers leurs pays d'origine en baissant les commissions de transferts internationaux de fonds et en permettant les transferts fréquents avec de petites sommes.

Christian de Boissieu est professeur à l'Université Paris-I et membre du Cercle des économistes.

Jean-Hervé Lorenzi est président du Cercle des économistes.